

À Savoir

Ce lundi : Le camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenau s'apprête à recevoir ce lundi de nombreux leaders mondiaux qui rendront un hommage officiel aux victimes de la barbarie nazie. Il y a 75 ans en effet, le 27 janvier 1945, le camp de la mort allemand était libéré par l'armée soviétique.

Délégation belge : Le roi Philippe et la reine Mathilde ainsi que la Première ministre Sophie Wilmès représenteront la Belgique. Le président du Conseil européen Charles Michel, Premier ministre sortant, sera aussi présent à Birkenau. Enfin, une délégation de la communauté juive de Belgique ainsi qu'un survivant belge feront partie du voyage.

Les victimes belges : En Belgique, 25 835 personnes ont été déportées, du 4 août 1942 au 31 juillet 1944, depuis Malines vers Auschwitz. À la fin de la guerre, à peine 1 240 Juifs déportés sont revenus en Belgique, soit moins de 5%. (Belga)

- Des survivants de la Shoah et dirigeants mondiaux se rassemblent ce lundi pour les 75 ans de la libération d'Auschwitz.
- Un héritage lourd à porter pour la Pologne.
- Mais aussi une difficulté : comment concilier le tourisme avec la mémoire des lieux ?

Comment la Pologne gère l'héritage d'Auschwitz

Reportage Justine Salvestroni
Envoyée spéciale à Auschwitz

Nous combattons l'antisémitisme dans le monde depuis des décennies, nous commençons seulement notre lutte contre l'anti-polonisme." Voilà, résumée en une phrase, par le Premier ministre, Mateusz Morawiecki, l'ambition diplomatique et historique de la Pologne, à la veille du 75^e anniversaire de la libération d'Auschwitz.

Ces dernières semaines, Varsovie s'est retrouvée dans le viseur de la Russie. Ses dirigeants, Vladimir Poutine en tête, ont multiplié les déclarations mettant en cause, selon eux, la responsabilité de la Pologne dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Manipulant faits et documents, ils ont notamment accusé Varsovie de collaboration avec Hitler, d'antisémitisme d'État, de mise en place des camps de concentration et d'extermination. Rien que pour la semaine passée, le site de l'Union européenne contre la désinformation, euvdisinfo.eu, a relevé quinze contre-vérités historiques diffusées par le Kremlin ou les médias qui lui sont proches.

Pas de tribune en Israël

La crise s'est intensifiée quand le président polonais, Andrzej Duda, a refusé de se rendre à Jérusalem pour le 5^e Forum de la Shoah, qui s'est tenu jeudi dernier – crispant au passage la relation avec Israël. Invité, l'homme d'État polonais s'est vu refu-

ser le droit de s'exprimer, alors que Vladimir Poutine avait une tribune. Hors de question, pour le gouvernement polonais, de rester assis en silence à écouter les "mensonges de Poutine". Finalement, le président russe n'a attaqué qu'indirectement la Pologne, évoquant les "complices" des nazis, "souvent plus cruels que leurs maîtres".

Une victoire, selon le gouvernement polonais, extrêmement soucieux de montrer au monde l'image d'une Pologne soit "héroïque", soit "victime". Mais c'est aussi un enjeu de politique intérieure – l'opinion est très sensible aux questions liées à la Seconde Guerre mondiale.

D'après le Premier ministre, les Polonais refusent "d'interventir bourreaux et victimes".

"Les pertes ont été énormes", explique Piotr Cywinski, le directeur du Mémorial d'Auschwitz. "Les pertes civiles uniquement de la ville de Varsovie, étaient plus grandes que celles de la France et de Grande-Bretagne réunies. En Pologne, c'était une autre guerre, je ne pense pas qu'il y ait une seule famille qui n'ait pas perdu une, deux, cinq personnes. Donc c'est beaucoup plus présent. Les conséquences ne se sont arrêtées qu'au début des années 1990, quand l'Armée rouge a définitivement quitté la Pologne".

Varsovie, cependant, se trouve un peu isolée dans cette bataille mémorielle – malgré le soutien de l'ambassadrice des États-Unis et, en septembre, l'adoption par le Parlement européen d'une résolution sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe.

Car les ultraconservateurs du parti Droit et Justice (PiS), au pouvoir depuis 2015, ont été accusés par l'opposition et des ONG, d'eux-mêmes réécrire

l'histoire. En plus des polémiques liées au contrôle des musées et des programmes scolaires, Varsovie a provoqué un tollé international, en 2018, avec la loi dite "sur l'Holocauste". Le texte, abandonné depuis, prévoyait de punir par des amendes ou de la prison quiconque attribuerait "la responsabilité ou la coresponsabilité de la nation ou de l'État polonais pour les crimes commis par le Troisième Reich allemand".

Un débat interne

Autre sujet sensible, la participation de citoyens polonais au massacre de Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale n'est toujours pas acceptée dans la mémoire collective.

Autant *Ida* (2013), film oscarisé de Pawel Pawlikowski, que *Les Voisins* (2003), livre de l'historien Jan Gross sur le pogrom de Jedwabne en 1941, provoquent de continuelles controverses télévisées et dénégations. "Auschwitz, c'est le plus grand cimetière juif du monde, mais c'est aussi le plus grand cimetière polonais", rappelle Piotr Cywinski. "150 000 Polonais non juifs y ont été amenés, la moitié y sont morts. Dans les années 1990, ces deux mémoires, ces deux histoires se sont rencontrées en un seul endroit. Au début ils n'ont pas réussi à se voir, à se comprendre, à s'intégrer dans ce même site. Ces années-là ont pu donner l'impression que les pertes de la Pologne, pendant la Seconde Guerre mondiale, sont omises dans la mémoire universelle. Certaines personnes le pensent."

La narration historique du gouvernement s'appuie sur ce sentiment, l'anti-polonisme, éprouvé par une partie de l'opinion. D'après le Premier ministre, les Polonais refusent "d'interventir bourreaux et victimes, de confondre les auteurs de ces crimes cruels avec les innocents et les pays envahis". Et il assure que "la Pologne doit défendre la vérité". Surtout la sienne.